

# alternatives

LE JOURNAL

VOL.10 • NO.6 / MARS 2004

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

## Un scrutin joué d'avance

La victoire de Vladimir Poutine à l'issue de l'élection présidentielle russe du 14 mars prochain ne fait aucun doute. En 2000, Poutine n'était pas assuré d'obtenir les 50 % nécessaires pour l'emporter dès le premier tour. Cette fois-ci, seule l'ampleur de sa victoire – entre 70 et 85 % des suffrages – demeure inconnue. Comment peut-on anticiper un tel résultat ?

Tous les sondages le confirment : aucun candidat ne menace le président russe, qui s'est même permis de refuser de participer à un débat télévisé. Ses adversaires traditionnels ne se présentent tout simplement pas à l'élection. Conscient que ses chances sont nulles et encore sous le coup des résultats décevants de son parti aux élections législatives de décembre dernier, le chef du Parti communiste, Alexandre Ziouganov, s'est désisté en faveur d'un subalterne. Le chef du parti Yabloko (libéral), Grigori Yavlinski, ne sera pas candidat. Vladimir Jirinovski, chef du Parti libéral-démocrate (extrême droite nationaliste), ne sera pas non plus sur les rangs : il a cédé sa place à un boxeur dont le manque de charisme est tel que même sa propre mère préfère encore le président sortant. Curieusement, l'un des candidats officiellement dans la course, Sergueï Mironov, président de la chambre haute du Parlement, est lui-même un partisan de Poutine : il le soumet néanmoins sa candidature à l'électorat parce que, dit-il, « lorsqu'un dirigeant en lequel nous avons confiance se lance dans une bataille, il ne doit pas être seul – on doit se tenir à ses côtés ».

Toujours d'après les sondages, le plus proche adversaire de Poutine obtiendrait entre 4 et 10 % des voix. Aussi bien dire qu'il n'y a pas de véritable course électorale. Le seul « danger » qui menace Poutine réside dans un taux de participation inférieur à 50 %, qui invaliderait l'élection. Mais les fraudes massives perpétrées au cours des consultations précédentes laissent croire que rien ne sera laissé au hasard. Rappelons, à titre d'exemple, que lors du référendum sur la Constitution, en décembre 1993, les règles prescrivaient un minimum de 50 % pour ratifier la loi fondamentale. Une commission

d'enquête révéla, cinq mois plus tard, que le taux de participation n'avait atteint que 46,1 %, alors que le gouvernement avait déclaré au lendemain de la consultation qu'il était de 54 %. Les résultats de l'enquête n'ont rien changé à la situation : la Constitution est demeurée telle quelle.

### Un contexte favorable

Le contexte économique favorable qui a suivi la crise financière de 1998 a certainement contribué à accroître la popularité du président Poutine. La chute du rouble cette année-là a fait grimper les prix des produits importés au point de stimuler l'industrie russe, la mieux placée pour satisfaire la demande des consommateurs appauvris. Plus important encore, les prix élevés du pétrole, dont la Russie est l'un des premiers producteurs mondiaux, ont permis au pays d'afficher une balance commerciale fortement positive. Dans un tel contexte, les investissements ont également augmenté. Résultat : depuis 1999, le produit intérieur brut (PIB) a grimpé d'environ 30 %, dont 7 % en 2003.

Le gouvernement a pu accroître ses recettes budgétaires, réduisant ainsi le problème endémique des salaires et pensions versés après de longs délais. Globalement, le niveau de vie semble s'être légèrement amélioré, mais cela reste peu perceptible pour la majorité et doit être relativisé par le niveau de vie déjà très bas au départ. À cet égard, les attentes de la population étaient beaucoup plus grandes. L'espérance de vie des hommes – l'une des plus basses d'Europe – ne dépasse pas 58 ans. La moitié des enfants vivent sous le seuil officiel de la pauvreté. Croissance économique ne rime pas toujours avec développement. En fait, les mieux nantis se sont accaparés de l'essentiel des fruits de la croissance, creusant encore davantage les inégalités sociales.

L'absence d'un véritable mouvement d'opposition laisse toute la place à Poutine et aux principaux piliers de son pouvoir que sont les services de sécurité et l'oligarchie. Cette situation reflète l'extrême faiblesse de la société civile, à la fois asséchée par la pauvreté matérielle

de la population et enserrée par un État autoritaire. Il existe bien sûr quelques groupes oppositionnels, comme les Comités de mères de soldats, qui ont récemment annoncé leur intention de fonder un parti politique voué à la défense des droits et libertés et de la justice sociale. Il y a également les syndicats alternatifs, qui regroupent environ un million de travailleurs, farouchement opposés aux politiques néolibérales du gouvernement. Néanmoins, depuis les toutes premières années de la transition, les stratégies individuelles de débrouille, commandées par l'impérieuse nécessité de se procurer les biens de consommation de base, l'ont emporté sur la lutte collective.

### Une poigne d'acier

Parmi les gestes politiques volontaires qui nourrissent la popularité du président, il n'y a aucun doute que l'image du dirigeant à la poigne d'acier qu'il projette est susceptible de plaire à une population qui a connu une révolution politique dont les effets positifs ont été anéantis par une contre-révolution sociale sans



Le seul « danger » qui menace le président russe Vladimir Poutine réside dans un taux de participation inférieur à 50 %, qui invaliderait l'élection du 14 mars prochain.

précédent. La chute catastrophique du niveau de vie au début des années 90, la perte d'une sécurité économique qui garantissait le minimum à tous, la criminalité galopante (le taux d'homicide en Russie est le second au monde, après la Colombie), la crise morale, les privatisations sauvages (qui ont fait passer les fleurons de l'économie russe entre les mains de spéculateurs, de technocrates de l'ancien régime et d'éléments mafieux), l'éclatement de l'URSS et la « périphérisation » de la Russie ont été ressentis comme une grande humiliation par la majorité de la population. Dans un tel contexte, des notions comme celles de « démocratie » ou de « liberté de la presse », que beaucoup associent à tous les malheurs que la transition a pu apporter, se trouvent loin derrière les aspirations de la population à l'ordre, à la sécurité physique, économique et sociale. En conséquence, le renforcement des traits autoritaires du régime sous la présidence de Vladimir Poutine ne révolte nullement l'opinion publique.

Poutine est d'ailleurs suffisamment habile pour se démarquer de son prédécesseur, Boris Eltsine, honni par la vaste majorité du peuple russe. Le président actuel affirme ouvertement « regretter » l'éclatement de l'Union soviétique, il éloigne du pouvoir ou emprisonne des oligarques trop ambitieux (et détestés), il utilise la répression armée contre les prétendus « terroristes » tchétchènes et refuse de suivre les États-Unis dans leur croisade en Irak. En cela, il reflète tout à fait l'opinion publique. Le contrôle exercé par le Kremlin sur les médias électroniques lui permet aussi d'entretenir son image d'homme incorruptible et sobre, déterminé à restaurer le prestige de la Russie. C'est donc surtout à un symbole que les Russes se sont attachés.

Mais les politiques en vigueur ne reçoivent pas l'appui inconditionnel de la population. D'après un récent sondage, 15 % des Russes estiment que Poutine ne résout pas les problèmes avec les succès escomptés et ce, dans presque tous les domaines (y compris l'économie, malgré les aspects positifs décrits plus haut). Dans le cas de la guerre de Tchétchénie, le pourrissement de la situation finira sans doute par lui nuire, après l'avoir bien servi. Mais tout cela ne l'empêchera aucunement de pulvériser ses « adversaires » le 14 mars prochain.

Michel Roche, collaboration spéciale

L'auteur est chargé de cours au Département de science politique de l'UQAM.

### Repères Russie

- La Russie est une république fédérale d'une superficie de plus de 17 millions de kilomètres carrés. Sa capitale est Moscou et son régime est présidentiel. La chambre basse du Parlement est la Douma.
- La population de 145 millions d'habitants est composée de Russes (83 %), de Tatars (4 %), d'Ukrainiens (3 %) et de Tchouvaches (1,2 %).
- La langue officielle est le russe, mais de nombreuses autres langues sont parlées : l'ukrainien, le biélorusse et les langues autochtones.
- Il y a quatre religions officielles : l'orthodoxie (majoritaire), l'islam (une forte minorité), le judaïsme et le bouddhisme.
- Depuis la grave crise économique d'août 1998, la Russie commence à retrouver une stabilité économique relative, mais 38 % de la population vit toujours sous le seuil de la pauvreté.



### Quelques dates :

- **Mai 1990** : Boris Eltsine est élu président par le Parlement. Il est réélu au suffrage universel en juin 1991.
- **Décembre 1991** : Démission de Gorbatchev. Eltsine signe, la dissolution de l'URSS et la création de la Communauté des États indépendants (CEI). Le Congrès vote la transformation de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) en Fédération russe.
- **Décembre 1993** : Boris Eltsine fait adopter par référendum une nouvelle Constitution qui renforce les pouvoirs présidentiels.
- **Juin 1996** : Eltsine est réélu avec 54 % des votes. Mais la grave crise financière et monétaire survenue en 1996 ainsi que l'hostilité croissante de la Douma ont considérablement affaibli le président russe.
- **août 1999** : Vladimir Poutine, qui dirigeait alors le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, devient président par intérim.
- **Mars 2000** : Poutine est élu président avec 53 % des votes.

# Vente aux enchères



PHOTO: © NORMAND BLOUIN/AGENCE STOCK PHOTO

Elles sont plusieurs dans les bars le long des autoroutes, la démarche aguichante et le regard vide, offrant leur corps pour quelques dizaines d'euros. Elles portent toutes le même nom générique : Natacha. En Europe de l'Est, le trafic de centaines de milliers de jeunes femmes, souvent âgées de moins de 18 ans, représente une des industries clandestines les plus lucratives du monde.

Douze milliards de dollars. C'est l'équivalent des revenus générés par le trafic de femmes, selon les données obtenues par Les Pénélopes, un groupe féministe basé en France. Une industrie qui serait devenue presque aussi lucrative que le commerce de la drogue ou celui des armes à feu.

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les anciens pays communistes plongèrent dans un marasme économique sans précédent, provoquant la disparition du filet de sécurité sociale. La transformation dramatique du marché du travail a entraîné la féminisation de la pauvreté, poussant de nombreuses femmes vers l'émigration. Dans l'impossibilité d'obtenir un visa, plusieurs d'entre elles se sont adressées à des agences douteuses offrant

des emplois dans l'hôtellerie et dans les bars, leur faisant miroiter une vie meilleure dans cette Europe de l'Ouest dont plusieurs rêvent. Pour ces femmes, ces « opportunités » se sont transformées en cauchemar et elles subissent maintenant les pires formes d'exploitation sexuelle.

Certaines se retrouvent même dans des « centres de formation » où le viol et autres formes de violence physique sont pratiqués pour assurer leur soumission. Ensuite, elles sont vendues à des hommes, parfois dans des marchés sous forme d'« encan ». Le Arizona Market, en Bosnie, est l'un des plus importants marchés aux enchères des Balkans. Un marché où l'on retrouve, à côté de parfums à prix réduits, de whisky et d'armes à feu, des femmes que

l'on inspecte avant achat. Leurs prix peuvent varier entre 500 et 2000 euros. Les « propriétaires » font ensuite travailler ces femmes, parfois jusqu'à 15 heures par jour, leur donnant un maigre salaire et encaissant le reste des profits. Environ 500 000 femmes de l'Europe de l'Est et des pays de l'ex-URSS se prostituent sur le territoire de l'Union européenne (UE) chaque année, selon le quotidien français *Le Monde*.

## Une histoire de femmes

Même si la prostitution masculine est à la hausse, le problème touche en très grande majorité les femmes. Mais en entrevue, Malin Bjork, coordonnatrice du Lobby européen des femmes, une coalition d'organisations non-gouvernementales située à Bruxelles, affirme que « l'industrie du

sexe n'est pas seulement sexiste. Avec l'essor de la mondialisation, elle est devenue également raciste ».

En effet, le continent européen est dorénavant divisé entre les pays « fournisseurs » (tels la Russie, l'Ukraine, la Roumanie), les pays de transit (notamment l'ex-Yougoslavie, la Hongrie et la Pologne) et les États destinataires (comme certains pays de l'Europe centrale, l'Allemagne, la France et l'Italie). Selon le Lobby européen des femmes, jusqu'à 70 % des prostituées en France sont étrangères, alors qu'en Allemagne et en Autriche, ces chiffres atteignent respectivement 80 et 90 %.

Les politiques restrictives en matière d'immigration, adoptées par divers gouvernements de droite de l'UE, ont un impact négatif sur le trafic des femmes. En mai prochain, sept nouveaux pays, dont plusieurs de l'Europe centrale, feront partie de l'UE. Mais les citoyens de ces nouveaux pays membres devront attendre sept ans avant d'obtenir le droit de travailler dans tous les pays de l'Union européenne. Une seule exception : la Hollande. Les femmes de ces pays auront désormais la possibilité d'obtenir des permis de résidence au Pays-Bas, à condition d'y travailler en tant que professionnelles indépendantes dans le domaine de la prostitution. Dans un tel contexte, le trafic des femmes devient, pour plusieurs gouvernements européens, un problème relié à l'immigration illégale, plutôt qu'à une violation des droits humains. Une approche contestée par plusieurs groupes de la société civile internationale.

De son côté, Jivka Marinova, directrice de l'organisme Genre, éducation, recherche et technologie en Bulgarie, rappelle que certains gouvernements des pays d'Europe de l'Est (dont la Russie et l'Ukraine) ont aussi leur part de responsabilités dans la prolifération du trafic des femmes. Jointe par téléphone, elle affirme que « la dégradation du niveau de vie dans les pays post-communistes est également le résultat d'une transition vers une « démocratie à la russe » et une pseudo économie de marché hautement contrôlée par les oligarques et la mafia, souvent avec l'appui de l'État ». Cette configuration

a donné naissance à de nombreux réseaux commerciaux qui opèrent souvent sous la protection de forces de l'ordre corrompues.

Selon Dominique Foufelle, membre des Pénélopes, les conflits armés favorisent aussi cette « industrie » : « Là où il y a des soldats, y compris des forces de la "paix", il y a des bordels. La paupérisation croissante des femmes "l'approvisionne", le culte du profit la légitime. » Le Arizona Market en est un bon exemple.

## Légaliser ou criminaliser ?

En matière de prostitution, deux courants législatifs se font compétition en Europe. Certains pays, dont l'Allemagne, la Belgique et les Pays Bas, prônent la légalisation de cette pratique. Par contre, dès 1999, la Suède a opté pour la criminalisation de l'acheteur, loi fondée sur la conviction que la vente de services sexuels représente un contrat inégal entre l'homme et la femme.

Selon plusieurs, la légalisation de la prostitution ne ferait qu'empirer la situation. Le commerce du sexe risquerait de s'étendre davantage aux industries connexes, notamment les compagnies aériennes, les chaînes hôtelières internationales et toutes les gammes de services reliés à l'industrie touristique.

L'expression « le plus vieux métier du monde » attribue une certaine fatalité à l'existence de la prostitution. « Mais si l'exploitation sexuelle existait au cours des siècles précédents, affirme Dominique Foufelle, il ne faut pas la tolérer pour autant ! » Elle rappelle que sa réduction n'est possible qu'à l'aide d'un amalgame de mesures, qui comprend la création d'alternatives économiques réduisant la pauvreté, l'adoption de législations promouvant la dignité humaine ainsi que la socialisation et l'éducation de la population favorisant l'émergence d'une culture égalitaire entre femmes et hommes.

## Csilla Kiss, collaboration spéciale

L'auteure est agente de projets pour l'Europe de l'Est à Alternatives.

En direct de la République démocratique du Congo

## La colère monte

KINSHASA, HIVER 2004 — Je roule machinalement sur le Boulevard du 30 juin, artère principale de la Commune de la Gombe, unique secteur considéré comme « la ville », à Kinshasa la belle. Entre les deux nécessaires tubes du chanteur Koffi Olomide, l'animateur matinal de Radio Okapi fait état des tensions de la transition, des querelles ministérielles et des grèves qui se multiplient maintenant à l'échelle de tout le pays. Enseignants, fonctionnaires, médecins, douaniers : les Congolais de tous les secteurs n'en peuvent plus d'attendre les fruits de cette transition.

Pourtant, depuis l'accord sur la transition de décembre 2002 qui a pour but de mettre un terme à cinq années de guerre civile, la République démocratique du Congo (RDC) s'est vu promettre des sommes faramineuses pour sa reconstruction. Le plus récent « magot » offert à la rencontre du Club de Paris, en décembre 2003, s'élevait à pas moins de 4 milliards de dollars US. Ces nouveaux crédits et dons, jumelés à ceux promis par l'Union européenne, l'Afrique du Sud et plusieurs autres, y sont pour beaucoup dans la montée de la grogne populaire. Les Congolais attendent des dividendes.

Malheureusement, la performance du gouvernement demeure à peu près inexistant. Ce dernier se constitue, en plus du président Kabila et des quatre vice-présidents, de plus de 500 députés ainsi que d'une soixantaine de ministres et vice-ministres, provenant à la fois de l'ex-gouvernement, des ex-mouvements rebelles et de la société civile. La transition doit mener à des élections en 2005.

Si elles se tenaient maintenant, Joseph Kabila en serait de toute évidence le vainqueur selon un récent sondage.

Mais le processus avance à pas de tortue. Les programmes d'intégration des ex-armées belligérantes et de désarmement stagnent. La région de l'Ituri, entre autres, résiste encore et toujours à la pacification et dans l'est du pays, la sécurité continue d'être un rêve d'avenir. La très attendue Commission électorale indépendante n'existe toujours pas et les institutions citoyennes, censées veiller au processus de transition démocratique, sont impuissantes face à un gouvernement qui n'est, dans les faits, que très peu intéressé à leur mise en place effective.

## De belles promesses

Dans son discours du nouvel an, Joseph Kabila promettait d'améliorer la situation sociale des populations. Mais avec les différents programmes prévus grâce aux fonds octroyés à la RDC, c'est à peine 12 % des budgets qui ira au développement économique, alors que le taux officiel d'emploi est de 2 %. Une part importante des fonds sera investie dans des projets d'infrastructure, comme le développement de la centrale Grand Inga, qui deviendra la plus grande centrale hydro-électrique du monde : un projet de 10,5 milliards de dollars US. Cette dernière permettra la vente d'électricité à des pays étrangers. Mais dans la ville de Kananga, juste sous les lignes à haute tension de l'actuelle centrale qui alimente déjà la Zambie, c'est moins de 1 % de la population qui a accès à l'électricité.

Sur le point des ressources naturelles justement, les chiffres officiels sont désastreux : 7 milliards de dollars US, issus de la vente du diamant industriel brut, passent par la contrebande annuellement.

Mais ce n'est pas tout. Des rapports d'ONG et d'experts des Nations unies circulent et font état de réseaux mafieux qui utilisent les profits tirés de l'exploitation des ressources minières pour alimenter de nouvelles rébellions. Ces experts sont en mesure de démontrer que les réseaux qui alimentent ce retour éventuel à la case départ s'étendent jusqu'aux plus hauts échelons du pouvoir, autant à Kinshasa, à Kigali ou à Kampala. Des ministres, des dirigeants de multinationales, des généraux, des Africains, des Américains et des Européens, entre autres, seraient impliqués. Tous ces intérêts convergent vers le même idéal : le maintien de la RDC dans un état de « far west » où les ressources sont à la disponibilité du plus fort.

Arrivé à destination, je pénètre pour une dernière fois dans ce bureau jauni qui fut mon antre pendant les deux dernières années. Saluant d'entrée de jeu les membres de l'équipe, je m'arrête un instant sur cette ultime journée. Kinshasa et la RDC traverseront dans les prochaines années des moments encore très laborieux auxquels je resterai lié.

## Michel Lambert, collaboration spéciale

L'auteur revient de Kinshasa où il a été directeur de l'antenne d'Alternatives pendant deux ans.

26 février

2004  
19h

Les défis  
du mouvement  
syndical au

Brésil

UQAM, Salle A-2885, Pavillon Hubert-Aquin  
405, Ste-Catherine Est, Montréal

CONFÉRENCE PUBLIQUE

- **La CUT avant et après la victoire du président Lula**  
LUIZ MARINHO, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT-Bésil)
- **Les femmes face à la restructuration du travail**  
DENISE MOTTA, membre du comité exécutif national de la CUT
- **La CUT et la défense des droits des travailleurs et travailleuses dans les organismes internationaux**  
JOAO VACCARI NETO, secrétaire aux Relations internationales de la CUT
- **La CUT et l'intégration des Amériques**  
RAFAEL FREIRE NETO, responsable du Mercosur à la CUT

Conférence organisée par la CSN et la CUT avec la collaboration d'Alternatives et de l'Observatoire des Amériques et l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

INFORMATIONS :  
CSN - 598-2098  
Alternatives - 982-6606  
postes 2252 et 2243



## Vent de changement démocratique en Bolivie

Quatre mois après la rébellion populaire survenue en octobre, le nouveau gouvernement de la Bolivie a jusqu'à maintenant échoué à proposer des solutions réalistes pour l'ensemble des problèmes sérieux que le pays affronte. Mais au Parlement, l'opposition officielle représentée par le leader autochtone, Evo Morales, impose une transformation des pratiques démocratiques boliviennes.

Lors des élections nationales en 2002, le mouvement populaire bolivien avait presque réussi à faire élire l'un des leurs au poste de président. Le leader autochtone et syndicaliste, Evo Morales, qui prône une plateforme économique ouvertement antineolibérale, a perdu l'élection par seulement 1,5 % des voix. Son parti, le Mouvement pour le socialisme (MAS), a remporté 20 % des sièges. En octobre 2003, le même mouvement populaire s'est élevé contre l'accroissement de la pauvreté causée par 20 ans de politiques néolibérales et le refus du président de négocier avec leurs représentants élus démocratiquement.

C'est à ce moment que le mouvement a pris la rue et forcé la démission du président Gonzalo Sanchez de Lozada, parti se réfugier à Miami. Au cours de sa présidence, qui aura duré 14 mois, la répression aura coûté la vie à 173 Boliviens alors que plus de 400 d'entre eux sont toujours portés disparus. À cela s'ajoute un taux de chômage officiel de près de 20 %. À El Alto, l'épicentre de la rébellion populaire, il s'élèverait même à 75 %.

Le mouvement populaire, dans un esprit de respect des institutions démocratiques, a alors accepté que Carlos de Mesa, le vice-président, devienne le nouveau président, tel que le prévoit la Constitution bolivienne. Mais quatre mois plus tard, le nouveau gouvernement n'a toujours pas réussi à proposer de solutions concrètes aux problèmes du pays. Par exemple, le référendum

populaire sur la propriété, la vente et l'industrialisation du gaz naturel, promis initialement pour mars 2004, a été reporté à une date ultérieure. Et toujours rien n'est envisagé relativement à la corruption au sein du gouvernement, à la réforme de la réglementation pétrolière, à la redistribution des terres aux paysans et aux peuples autochtones, à la crise économique, à la politique d'éradication de la culture du coca, à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et à l'accroissement des taux de chômage, de pauvreté et d'analphabétisme.

### Des alternatives concrètes

Face à cette situation, le mouvement populaire bolivien n'entend pas demeurer passif. Quelques-uns des leaders appellent à la grève générale pour dénoncer l'inaction du gouvernement. Mais plusieurs des membres et sympathisants en sont venus à la conclusion que la seule stratégie de confrontation ne fonctionne plus, qu'il faut plutôt la combiner à une stratégie de négociation sur la base de propositions constructives précises en faveur du changement. Le tout combiné à de larges manifestations populaires.

Afin de consolider sa stratégie, le MAS a tranquillement transformé les pratiques démocratiques boliviennes, particulièrement dans les campagnes, s'inspirant du modèle développé par le syndicat paysan dont Evo Morales est le secrétaire général.

La plupart des candidats du MAS qui se sont présentés lors des élections



Depuis les dernières élections, les paysans autochtones ont gagné leur place au Parlement et, pour la première fois, ils y sont chez eux.

municipales et nationale avaient d'abord été sélectionnés démocratiquement par leur communauté. Dans ce processus de « démocratie semi-directe », les candidats du MAS ne sont ni nommés ni même approuvés par la direction du parti. Ils sont d'abord élus lors des assemblées démocratiques de la communauté, puis sont redevables à cette assemblée une fois élus officiellement. L'élection formelle ne vient en quelque sorte que confirmer le vote populaire.

Lors des dernières élections municipales, en décembre 1999, soit moins de deux ans après la création du MAS, la méthode de « démocratie semi-directe » s'est graduellement implantée un peu partout à travers le pays. Ce qui a eu pour résultat, lors des élections de 2002, la participation de dizaines de milliers de Boliviens – auparavant marginalisés par le système traditionnel centralisé et contrôlé par les partis politiques – à un véritable processus

démocratique. Ainsi, même si le MAS n'a pas remporté les élections, il a tout de même remporté une victoire importante qui a changé fondamentalement les pratiques démocratiques des Boliviens. La majorité des paysans autochtones a forcé, les portes du Parlement et, pour la première fois, ils y sont chez eux. Le Parlement n'est plus réservé qu'aux seules élites politiques et économiques, dont les membres sont par ailleurs presque exclusivement de descendance espagnole. Les habits traditionnels ont finalement leur place aux côtés des costards et cravates. Enfin, la traduction simultanée est maintenant offerte dans les quatre principales langues autochtones.

### Équité, union, participation

Ce modèle de « démocratie semi-directe », c'est aussi l'obligation pour les représentants élus du MAS de rendre compte régulièrement à leur base populaire. Et c'est ce qui permet au parti de mobiliser massivement sa base non seulement contre les politiques du gouvernement, mais également en faveur de propositions alternatives positives. Car de fait, plusieurs Boliviens sont de moins en moins enclins à simplement manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement : « Nous voulons nous battre pour des propositions positives, au lieu de lutter contre les politiques gouvernementales. » Comme un refrain, cette phrase revient sans cesse dans presque toutes les conversations.

La transformation des pratiques démocratiques est un projet en développement, qui fait son chemin particulièrement dans les villes où les communautés traditionnelles et les structures syndicales ne sont pas très fortes. Le tout pour en arriver, comme l'affirme l'une des résolutions adoptées lors du dernier congrès national du MAS, à « construire une Bolivie plus équitable, unifiée, inclusive et participative ».

Susan Harvie, collaboration spéciale

L'auteure, consultante en développement international, revient d'un séjour en Bolivie.

## Solutions virtuelles à un conflit bien réel

L'accord de Genève. L'annonce, par le président israélien Ariel Sharon, du démantèlement de toutes les colonies dans la bande de Gaza. Le début des auditions sur le mur de séparation à la Cour internationale de justice de La Haye. Autant de solutions « virtuelles », qui éloignent les populations israélienne et palestinienne des solutions à envisager pour remédier au conflit.

Après 35 ans d'occupation militaire et de répression, les Palestiniens ne voient pas l'ombre d'une solution qui se dessinerait à l'horizon. Au contraire : à la tête du gouvernement israélien se trouve un homme qui ne cache pas son objectif de « parachever la guerre d'indépendance ». Pour mener à bien cet objectif, il s'agit de casser la résistance des Palestiniens qui refusent d'être, une fois de plus, les laissés-pour-compte de la politique coloniale sioniste.

Depuis bientôt quatre ans, l'armée israélienne n'a reculé devant rien : assassinats ciblés, bombardements de villes, destructions massives de maisons et surtout, bouclage implacable des Territoires occupés. Une pratique qui, à bien des niveaux, a ramené la société palestinienne 50 ans en arrière, enfermant les populations dans des espaces de plus en plus réduits.

Le démantèlement partiel de l'Autorité

palestinienne, l'isolement international qu'essaient d'imposer Israël et les États-Unis, la courtoisie des États arabes et de l'Europe, font en sorte qu'une reprise des négociations réelles entre Israël et la direction nationale palestinienne n'est pas à l'ordre du jour.

Mais, malgré le rapport de forces écrasant en leur faveur, les Israéliens paient également un prix de plus en plus élevé pour cette politique de pacification et de colonisation. Non seulement à travers les attentats sanglants qui secouent régulièrement les villes d'Israël, mais aussi par une crise économique sans précédent, qui provoque, pour la première fois, depuis le début des années 50, une véritable misère dans des secteurs de plus en plus larges de la société israélienne.

### L'option du pire

Pendant ce temps, Israéliens et Palestiniens fuient vers des solutions virtuelles, craignant, comme l'écrivait il y a deux ans avec une grande clairvoyance l'intellectuel israélien Meron Benvenisti, que « l'option du pire est loin d'être la moins probable ». L'accord de Genève en est un exemple. Ce plan de paix, concocté par des Palestiniens aux titres semi-officiels et des ex-politiciens israéliens, fait rêver des pacifistes israéliens qui avaient cessé de croire la paix possible. Après avoir cautionné la mise à sac des Territoires occupés, ces derniers croient que ce document va mettre fin à la résistance des Palestiniens. Mais ce plan – qui a, par ailleurs, plusieurs aspects positifs – est totalement virtuel : les Palestiniens et les Israéliens s'y opposent en grande majorité.

L'annonce d'Ariel Sharon du retrait de la bande de Gaza est toute aussi virtuelle : tous les commentateurs israéliens savent que Sharon n'a nullement l'intention de la mettre en œuvre. Mais ce « plan Sharon » permet à l'opinion publique israélienne de rêver que le terrorisme pourra être mis en échec par une telle initiative politique, la solution militaire ayant fait long feu.

La feuille de route pour la paix, mise de l'avant par le quartette (États-Unis, Russie, Nations unies, Union européenne), a en fait été rejetée par les Israéliens. Même si les pressions internationales s'accroissent, avec le début des auditions sur le mur de sécurité à la Cour internationale de justice de La Haye, la construction de la clôture s'accélère.

Ces divers « plans » et initiatives permettent d'espérer le meilleur, afin de supporter le pire. Ces efforts ne seraient pas si négatifs s'ils ne rendaient pas encore plus difficile toute tentative de réfléchir à des stratégies de lutte réelles, répondant à la situation. Une réalité à laquelle sont confrontés à la fois le mouvement palestinien de résistance et le mouvement pacifiste israélien, l'un et l'autre occupés à « répondre » aux divers plans et à se bagarrer sur l'opportunité d'un soutien à ce qui se dessine toujours comme un moindre mal.

### Michel Warshawski

L'auteur est journaliste israélien et directeur du Alternatives Information Center, à Jérusalem.

## CONFÉRENCES PUBLIQUES

### La conjoncture politique en Bolivie : perspectives, alternatives et rôle des mouvements sociaux

Avec **EVO MORALES**, leader du Mouvement pour le socialisme (MAS), premier parti d'opposition en Bolivie et leader du mouvement des *cocaleros*.

Et **Antonio Peredo**, député du MAS.

À MONTRÉAL :  
Vendredi 12 mars à 19 h 30  
À l'UQAM - Pavillon J. A. de Sève,  
Salle DSR-510 (320, Ste-Catherine Est)  
Information : (514) 982-6606, poste 2243

À QUÉBEC :  
Samedi 13 mars à 13 h 30  
Maison de la Coopération, 155 Charest Est, Québec, salle 3  
Information : (418) 521-4000

Organisée par Alternatives en collaboration avec la CASA latino-américaine

### Les alternatives démocratiques pour la Palestine



Mustafa Barghouti

Avec **MUSTAFA BARGHOUTH**, une figure de proue du mouvement palestinien et un participant actif à la construction d'une société civile palestinienne démocratique.

À MONTRÉAL :  
Mardi 2 mars à 19 h  
À l'Université Concordia  
1455, Maisonneuve Ouest (métro Guy-Condordia)  
Auditorium du Hall Building

Information : (514) 982-6606, poste 2252

Organisée par Alternatives, en collaboration avec Solidarité pour les droits humains en Palestine (SPHR).

**Alternatives**  
... pour un monde différent

À chaque jour, le mur de l'apartheid encercle davantage la Palestine. Devant la répression et le mépris, la colère gronde dans les bidonvilles de Gaza, de Naplouse, de Jérine. Des démagogues appellent à la vengeance, au meurtre, en oubliant que dans cette bataille de l'absurde, tout le monde devient aveugle. Au nom de l'islam ou de la résistance palestinienne, on envoie dans les rues de Tel-Aviv ou de Jérusalem de jeunes désespérés, les « shahid », tuer des enfants, des femmes, des hommes qui n'ont rien à voir avec ce mur de l'apartheid. « Que faire ? » se demandent des militants palestiniens et israéliens qui se battent pour la démocratie, la paix, la fin de l'occupation. Mustapha Barghouti, médecin-palestinien, a sa réponse : « Résister contre la colonisation et non contre le peuple israélien, lutter pour changer cette culture de la haine, y compris au sein de notre propre peuple, se battre contre tous les fanatismes. » Pierre Beaudet, directeur d'Alternatives

20 MARS  
MANIFESTATION

## CONTRE L'OCCUPATION DE L'IRAK CONTRE L'OCCUPATION DE LA PALESTINE CONTRE LA MILITARISATION DU CANADA ET DU MONDE

À MONTRÉAL :  
Départ à 13 h du Carré Dominion  
(coin René-Lévesque et Peel)  
Information : (514) 982-6606, poste 2237

Organisée par le Collectif Échec à la guerre

À QUÉBEC :  
Départ à 14 h 30 du Centre-Lucien Borne  
(coin Chemin Ste-Foy et Sallaberry) • Exposition et conférence à partir de 12 h  
Information : (418) 521-4000 ou www.coalitionsquebec.org

Organisée par les Coalitions Québec-Irak et Québec-Palestine, et par la Commission Paix du Forum social de Québec  
Chaudière-Appalaches

## Billets

## La mondialisation de la répression

Le mouvement altermondialiste a déplacé une part de son énergie sur un front qui attire moins l'attention des médias : les tribunaux. La répression brutale qui frappe ce mouvement a pour résultat que des milliers de militants et de militantes à travers le monde font aujourd'hui face à des accusations et doivent consacrer du temps et de l'argent pour se défendre devant la « justice ». De Seattle à Québec, ce sont des milliers de personnes qui ont été arrêtées et souvent détenues dans des conditions dénoncées à plusieurs reprises par Amnesty internationale et les ligues des droits et libertés.



Francis Dupuis-Déri

La répression cible à la fois les corps et les esprits. Depuis Seattle, les policiers ont publiquement menti à de très nombreuses reprises pour ternir l'image des manifestants et justifier la répression à leur égard. Les policiers ont ainsi faussement affirmé que certains manifestants étaient en possession de « cocktails Molotov » (Gênes, etc.), de « bombes » (Washington D.C.) ou de « pistolets » (Montréal) avant de se rétracter discrètement. Dans le cas de Gênes (8, juillet 2001), les policiers ont même admis en commission d'enquête avoir eux-mêmes placé des cocktails Molotov dans un local militant pour justifier une arrestation particulièrement violente, en pleine nuit, d'une centaine de personnes assoupies. Au Québec, nous avons eu droit au « cocktail Durocher », lorsque le porte-parole de la police d'alors, André Durocher, avait présenté à la télévision des bouteilles en plastique qu'il prétendait être autant de cocktails Molotov. Or, il faut utiliser une bouteille en verre pour qu'un cocktail Molotov explose en touchant sa cible et l'enflamme... Ces « cocktails Durocher » ont pourtant été très efficaces pour « enflammer » l'opinion publique en faveur de l'arrestation de plusieurs centaines de personnes avant même le départ d'une manifestation contre une réunion ministérielle du G8 à Montréal, le 26 avril 2002.

Au Canada, un rapport de la Commission des plaintes contre la GRC, rendu public à la mi-novembre 2003, a rappelé que les policiers avaient déployé une violence « excessive » et « injustifiée » contre les opposants au Sommet des Amériques, à Québec, en avril 2001. Depuis Seattle, de tels rapports officiels s'accumulent, qui démontrent que les policiers commettent des excès vis-à-vis des manifestants altermondialistes. Dans certains cas (Seattle, Gênes), des officiers supérieurs ont été congédiés, façon pratique pour les politiciens d'apaiser les critiques et d'éviter de faire face à leurs responsabilités politiques et légales. Malgré le rapport de la GRC, les mesures disciplinaires se font attendre dans le cas du Sommet des Amériques... Mais la répression ne se limite pas à cet événement, puisqu'il y a eu depuis l'automne 1999, et au Québec seulement, près de 2000 arrestations à caractère politique frappant le mouvement altermondialiste.

Plusieurs militants et militantes ont décidé de tirer avantage – dans la mesure du possible – de leurs démêlés avec la « justice ». Face à des demandes de dépôt de preuves, les divers corps de police ont ainsi dû admettre que des dizaines d'agents infiltraient les manifestations et les organisations militantes. Amir Khadir, ex-candidat de l'Union des forces progressistes (UFP), a pour sa part été sensibilisé à l'enjeu de la répression lorsqu'il a été arrêté avec environ 240 autres personnes paisiblement rassemblées dans un terrain vague à la fin juillet, en marge de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Montréal. Aujourd'hui, Khadir et quelques autres intentent une poursuite contre la Ville de Montréal, exigeant plusieurs milliers de dollars de dédommagement. Quelle perte de temps et d'énergie militante... Mais ont-ils le choix, devant l'immobilisme des autorités ?

N.B. : Le 15 mars aura lieu une manifestation à Montréal dans le cadre de la 8<sup>e</sup> Journée internationale contre la brutalité policière, organisée par la Coalition du 15 mars 2004. Pour plus d'information : (514) 859-9065 ou cobp@hotmail.com.

L'auteur est écrivain et chercheur en science politique au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Boston.

## Pour une solidarité féminine



Judy Rebick

À l'approche de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, un enjeu déterminant pour l'égalité économique de ces dernières menace de diviser les groupes de femmes au Québec et au Canada anglais.

Le 27 janvier, la Cour d'appel du Québec reconnaissait unanimement que le gouvernement fédéral, en incluant le congé parental dans le régime d'assurance-emploi, avait épiété sur les champs de compétences des provinces. Une telle poursuite avait été déposée

par le gouvernement québécois après l'échec de ses négociations avec le fédéral, alors qu'il réclamait une part des fonds de l'assurance-emploi pour introduire un programme de congé parental plus généreux. Contrairement au programme fédéral, les prestations auraient été étendues aux travailleurs autonomes et à temps partiel.

Au Québec, les syndicats et les groupes de femmes, qui revendiquent depuis plus de dix ans un congé parental élargi, se réjouissent évidemment de la décision de la Cour d'appel. Mais au Canada anglais, c'est une autre histoire. Un nouveau réseau, Network on Women's Social Economic Rights, s'est mobilisée pour demander au gouvernement fédéral de porter ce jugement en appel. Dans une lettre adressée au premier ministre Martin, les membres du réseau affirment : « Si le gouvernement fédéral refuse d'aller en appel, les gouvernements provinciaux comme les citoyens canadiens y verront un signe évident de son désengagement dans les programmes sociaux. Nous encourageons toutefois le régime d'assurance parentale du Québec et le droit de cette province à mettre en place son propre système de congé parental. »

Comme par le passé – notamment lors de la divergence sur l'Accord du Lac Meech –, les groupes de femmes du Québec approuvent le respect de la juridiction provinciale sur les programmes sociaux. Il ne s'agit pas seulement d'appuyer l'autonomie du Québec, mais surtout de reconnaître que cette province, au fil des ans, s'est doté de programmes sociaux beaucoup plus généreux que ceux offerts par le fédéral.

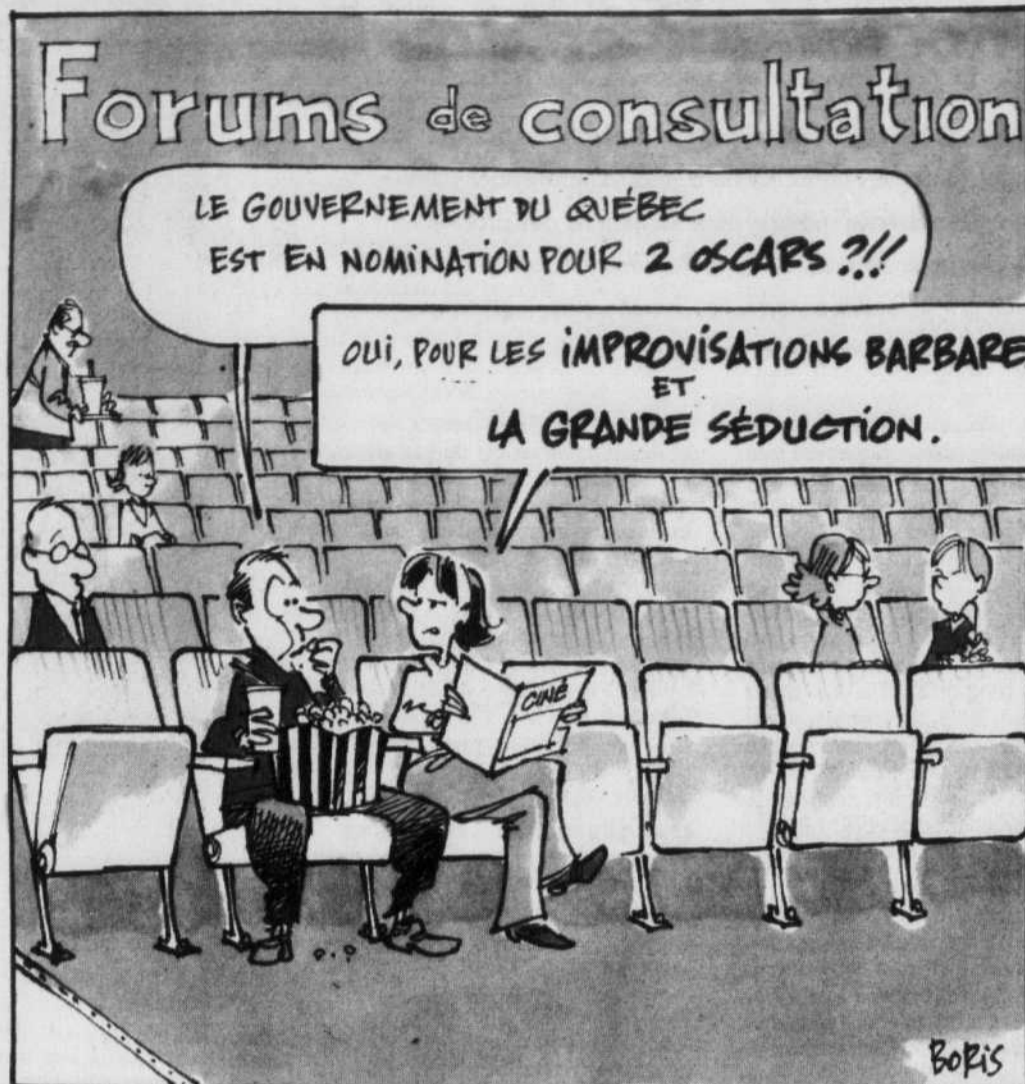
Au Canada anglais, les groupes de femmes craignent que le transfert des responsabilités du fédéral au provincial en matière de programmes sociaux n'entraîne un nivellement par le bas dans les autres provinces, et donc des conséquences encore plus néfastes pour les femmes. Par exemple, lorsque le gouvernement fédéral a abandonné le Programme d'assistance canadien, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a chuté à travers tout le pays et des milliers de femmes ont perdu la protection offerte par la loi fédérale.

Le mouvement des femmes a donc été divisé pendant des années, jusqu'à ce que le Comité canadien d'action sur le statut de la femme développe la vision d'un Canada composé de trois nations, soutenant ainsi l'autonomie du Québec et des Premières Nations. Le réseau partage cette vision en appuyant la reprise des négociations avec le Québec, tout en demandant la remise en question de la décision de la Cour d'appel.

Même si ces différences peuvent engendrer des difficultés, elles peuvent aussi créer une opportunité pour une nouvelle coopération. Le régime d'assurance parentale québécois fournit ainsi un excellent modèle afin que soient améliorées les prestations d'assurance-emploi versées aux parents. En pressant le gouvernement canadien de reprendre les négociations qui rendraient possible la mise sur pied du programme québécois, les groupes de femmes et les syndicats du Canada anglais démontrent bien une solidarité avec le Québec. D'un autre côté, rien n'empêche les groupes québécois de revendiquer l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi tout en souhaitant que le Québec se retire du programme fédéral.

Je viens juste de terminer la lecture d'un livre sur le mouvement des femmes au Canada. Une des leçons qui en ressort clairement est l'importance du dialogue. C'est la clé afin d'assurer que les différences naturelles qui proviennent de nos positions respectives à l'égard du système fédéral canadien ne mènent pas à des divisions antagonistes.

L'auteur est éditrice du magazine électronique rabble.ca



## Haïti au point de non-retour

Alors que les négociations se poursuivent concernant le plan de paix proposé par la communauté internationale, les rebelles gagnent du terrain en Haïti et s'emparaient dimanche de la deuxième ville du pays, Cap-Haïtien. Un large secteur de la population assiste, impuissant, à cette catastrophe où nous a conduit le pourrissement de la situation politique. Une conséquence directe de la répression imposée par Aristide, qui ouvre ainsi grandes les portes à des représentants d'un ordre que nous voulions révolu.

L'information est publique : Guy Philippe et Louis Jodel Chamblain sont revenus en Haïti avec des troupes armées. Ils ont rejoint le Front de résistance de l'Arbonite composée de membres de l'ex-Armée cannibale : une milice créée et armée par Aristide, proche de celui-ci jusqu'en septembre 2003, au moment où son chef, Amiot Métayer, a été assassiné. Ces messieurs, venus en renfort, ne se sont pas gênés pour annoncer à maintes reprises leur intention de « marcher sur Port-au-Prince », sans nul doute pour y prendre le pouvoir. Les informations concordantes, rapportées par divers correspondants de presse, tant nationaux qu'internationaux, attestent que les populations des Gonaïves et de Hinche applaudissent les actions de ces hommes armés. C'est en effet au cri de « Vive l'armée de Haïti ! » que les troupes de Philippe et de Chamblain ont été acclamées après la prise de contrôle de la ville de Hinche, le 16 février, suivie de celle de Cap-Haïtien, le 22 février. Ces troupes avaient également été acclamées à leur entrée aux Gonaïves. Les rebelles occupent maintenant des villes importantes situées dans des régions stratégiques, au centre et au nord-ouest du pays.

Louis Jodel Chamblain était le numéro deux du groupe paramilitaire, tristement célèbre, FRAPH : Front révolutionnaire pour l'avancement et le progrès haïtien (une appellation bien trompeuse). Ce groupe a été très impliqué dans la répression qui a suivi le coup d'État militaire de 1991, notamment dans le bidonville de Raboteau, aux Gonaïves. Guy Philippe est un ex-militaire formé en Équateur comme policier, qui a été commissaire de police, à Port-au-Prince, puis directeur départemental de la police dans le nord. Soupçonné d'être impliqué dans le trafic de la drogue, il a connu des démêlés avec le pouvoir au sujet de l'organisation des élections de l'an 2000 et avait été accusé par celui-ci de fomenter un coup d'État. Après sa révocation, il s'était réfugié, en 2002, en République Dominicaine où les autorités l'ont incarcéré puis relâché, faute de preuves. Depuis, le nom de Guy Philippe a été associé, à différentes reprises, à des opérations armées effectuées dans la région du Plateau central.

## Le chaos

C'est tout simplement ahurissant. Voilà où nous a conduit la politique d'Aristide et du parti Lavalas qui, depuis sa prise de pouvoir en 1991, a tout fait pour mettre hors-jeu les masses populaires – tant du point de vue politique, juridique que culturel – et juguler les mouvements sociaux. Voilà les résultats navrants de la guerre sans merci que livre, depuis 2001, le régime Lavalas aux populations.

Les populations haïtiennes, les femmes en particulier, portent encore les douloureuses marques de la violence terrible qui les a frappées, depuis le coup d'État militaire de 1991. Des marques auxquelles s'ajoutent les multiples et incessantes violations des droits des citoyens, conséquence de l'institutionnalisation du mercenariat, depuis le retour de Jean-Bertrand Aristide au pouvoir en 2000 (après des élections contestées, faut-il le rappeler, où environ 5 % de l'électorat avait pris part au scrutin). Les revendications exprimées depuis 1986 attestent pourtant

clairement des aspirations populaires : mettre fin à l'État autoritaire afin que les droits politiques et sociaux soient enfin reconnus à tous et à toutes, sans exclusion, et que la participation soit résolument inscrite dans les pratiques de gestion de la cité. Le pouvoir Lavalas a non seulement été incapable de répondre à ces exigences, il les a dénaturées, perverties.

Depuis les élections de 2000, un mouvement de contestation du régime Lavalas a progressivement émergé. Un mouvement qui a pris de l'ampleur en 2002, qui a encore grandi en 2003 et qui, depuis, traverse toutes les couches de la société, dans tous les milieux. Ce mouvement revendicatif comprend les partis politiques de l'opposition, les différentes organisations citoyennes, le mouvement étudiant, le mouvement des femmes, le mouvement syndical, le mouvement paysan, etc. Ce mouvement est essentiellement pacifique. Ayant pris acte du mercenariat et de la nature tyrannique du régime Lavalas, ce mouvement a collectivement décrété le gouvernement Lavalas hors-la-loi et cherche, à travers différents moyens pacifiques, à obtenir sa destitution.

Le gouvernement Lavalas cherche à tirer avantage de la situation qui se présente aux Gonaïves, à Hinche, et maintenant au Cap-Haïtien. Il tente de faire l'amalgame entre cette opposition armée, originellement constituée par ses ex-partisans des Gonaïves, et l'opposition pacifique. Jean-Bertrand Aristide voudrait pouvoir récuser la légitimité du mouvement de contestation et, subtilement, le mettre hors-jeu. De par sa nature – et compte tenu des revendications qu'il exprime –, le mouvement de contestation pacifique ne saurait être associé aux actions du Front de résistance de l'Arbonite (ex-Armée cannibale) et encore moins à celle du FRAPH. Quel que soit le contexte ou le prétexte qui conduit ces mercenaires et ces oppresseurs à réclamer également le départ d'Aristide, il ne saurait être question de faire l'impasse sur leurs responsabilités dans les graves torts causés aux populations et au pays lui-même. Ils doivent répondre de leurs crimes devant la nation.

La communauté internationale dispose de toutes les informations nécessaires pour être dûment informée sur les tenants et aboutissants de la situation politique haïtienne. Si, comme elle le déclare, elle souhaite réellement soutenir le peuple haïtien, il lui incombe de l'aider à mettre en place les mécanismes nécessaires en vue d'appréhender et de juger les hors-la-loi et les oppresseurs, quels qu'ils soient. Il nous faut, collectivement, continuer à dire non à toutes les pratiques politiques inacceptables pour que demain nous soyons en mesure d'édifier un État de droit résolument enraciné dans les principes de justice, d'équité et de respect absolu de la vie.

Myriam Merlet, collaboration spéciale

L'auteure est porte-parole de la Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes en Haïti (CONAP).

Cet article a d'abord été publié sur Alterpresse, le site Internet du Réseau alternatif haïtien d'information.

## Vous avez un poste à combler au sein de votre entreprise ?

ALTERNATIVES peut vous proposer des candidats issus de l'immigration, répondant à vos besoins dans tous les domaines.

Nous vous offrons ce service d'employabilité, adapté à vos exigences, pour une période allant jusqu'à six mois, avec une subvention salariale.

Vous n'avez qu'à contacter Khadija Mounib au (514) 982-6606, poste 2238 khadijam@alternatives.ca

www.alternatives.ca

alternatives  
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 43 500 copies. Ce numéro du journal Alternatives est distribué de façon indépendante et publié dans l'édition du 25 février du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION : Daphnée Dion-Viens — RÉDACTION ET TRADUCTION : France-Isabelle Langlois et Daphnée Dion-Viens — COMITÉ

DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Catherine Binette, Alexandra Gilbert, Chad Lubelsky, Catherine Pappas et Fred A. Reed — BILLETISTES : Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, Gil Courtemanche, Judy Rebick — CHRONIQUEURS CULTURELS : David Hornel et Stanley Péan — RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet

## ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet — DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois  
Montréal — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122  
Québec — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000  
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

# Encourager la participation citoyenne

Lors des dernières élections provinciales, le taux d'abstention a atteint plus de 30 %, soit le taux le plus élevé depuis 1927. Ce pourcentage est encore plus important parmi les communautés immigrantes, qui souffrent aussi d'un problème de représentativité, tant au sein du système politique que des différentes organisations. Afin d'encourager la participation citoyenne des immigrants, à tous les niveaux, des initiatives sont mises sur pied.

C'est pour répondre en partie à ces problèmes que s'est formé, il y a moins de deux ans, le Regroupement ethnoculturel pour l'action politique (REAP). Son double mandat est de favoriser la participation des électeurs d'origines immigrantes lors des scrutins et de présenter des candidats d'origine ethnoculturelles à travers différents partis. Alors que les immigrants représentent 17 % de la population canadienne, leur représentation est deux fois moins grande aux différents paliers de gouvernement.

Conscient que le regroupement n'aura pas de contrôle sur les faits et gestes des futurs élus, Amir Khadir, porte-parole du REAP, explique que ses membres visent plutôt à ce que le message de ces communautés soit pris en considération au sein de l'appareil politique. « En présentant des candidats d'origine ethnique diverse, nous espérons créer un effet d'entraînement et faire en sorte que les immigrants se reconnaissent dans le paysage politique et participent ainsi davantage à la vie politique d'ici », soutient Amir Khadir.

## Favoriser la démocratie participative

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le problème de la sous-représentativité des immigrants dans les instances décisionnelles se retrouve également au sein d'organismes communautaires et des syndicats. C'est pourquoi de nombreux groupes et intervenants sociaux ont fait le choix de favoriser la démocratie participative au sein même de leurs instances,

faisant ainsi le pari que cette participation serait porteuse d'une participation citoyenne accrue et pourrait même devenir un outil d'inclusion pour ces populations.

Le Centre des travailleurs immigrants (CTI), un petit organisme fondé il y a quatre ans ayant pour mission l'éducation populaire et la défense des droits au travail en lien avec l'immigration, porte une attention toute particulière à la participation des personnes d'origine immigrante. Alors qu'elles sont souvent les plus touchées par les questions de droit au travail et au logement, Jill Hanley, membre fondatrice du CTI, juge incohérent qu'elles soient trop souvent absentes de ces luttes : « Pour moi, la démocratie participative signifie que les gens concernés ont une influence sur les décisions, mais aussi qu'ils ont la chance d'apprendre en participant et en faisant des erreurs. »

Les jeunes immigrants sont la base militante la plus importante du centre. Afin de favoriser leur formation et leur pleine participation au sein du CTI, on s'empresse de leur attribuer rapidement des responsabilités et un rôle important comme organisateur, formateur, représentant au conseil d'administration ou porte-parole de l'organisme. « C'est par les responsabilités que l'on développe son leadership », soutient Jill Hanley.



Les immigrants représentent 17 % de la population canadienne, mais leur représentation est deux fois moins grande aux différents paliers de gouvernement.

## Du côté des syndicats

Plusieurs syndicats ont du mal à rejoindre les travailleurs d'origine immigrante, qui eux, se butent aussi à toutes sortes de barrières : problème de langue, incompréhension des structures et procédures, peur de s'exprimer dans une assemblée. Manon Perron, responsable du comité immigration et relations ethnoculturelles au Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, explique : « La perception du syndicalisme est souvent bien différente chez les immigrants. Dans plusieurs pays, les syndiqués sont victimes d'une violente répression. Il existe donc une crainte de s'afficher en tant que tel. »

C'est pour comprendre ce type de barrières et pour prendre les moyens de les surmonter que ce comité a été créé, il y a dix ans. Le groupe a offert des formations spécifiques pour ces travailleurs et instauré un système de parrainage syndical leur offrant un soutien dans l'apprentissage du syndicalisme. Par ailleurs, la CSN a embauché près d'une vingtaine de jeunes issus des communautés culturelles pour une formation rémunérée de moins d'un an visant l'accessibilité à des postes divers au sein de l'organisation. « La participation des personnes d'origine immigrante est essentielle pour faire évoluer les débats au sein de la CSN et reconnaître plei-

nement leurs préoccupations », conclut Manon Perron.

De son côté, Jill Hanley constate que plusieurs jeunes immigrants, en s'impliquant, s'intéressent davantage à la scène politique et sont ensuite portés à intervenir, par exemple, au sein de groupes communautaires ou en participant à différentes mobilisations. Elle ajoute : « La démocratie participative commence dans nos groupes et c'est notre responsabilité de la favoriser afin de permettre l'apprentissage de l'exercice de la citoyenneté. »

**Ève Gauthier**, collaboration spéciale

# L'AUTRE VISAGE de l'informatique

Longtemps confiné à une petite communauté d'initiés, le mouvement du logiciel libre prend de l'ampleur, en présentant une façon différente de concevoir l'informatique. Portrait d'une ressource qui n'attend qu'une mainmise citoyenne et qui fait lentement, mais sûrement, son bout de chemin au Québec.

L'expression « logiciel libre » fait référence à la liberté, pour les utilisateurs, d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, et d'améliorer le logiciel. Si la gratuité accompagne la plupart du temps le mouvement du logiciel libre, elle n'en est cependant ni le cœur, ni le moteur. L'informatique libre, basée sur la liberté d'utilisation, sert avant tout un but éthique : en tant que savoir, elle devrait appartenir à tous.

Cette conception de l'informatique implique que chaque utilisateur peut avoir accès au code source du programme. Elle s'oppose ainsi aux logiciels « propriétaires », symbolisés par le géant Microsoft, dont l'usage est réservé aux seuls acheteurs du produit, et le code source, jalousement gardé secret. Plus que deux façons différentes de concevoir la programmation informatique, ce sont deux philosophies qui s'affrontent : d'un côté, celle du libre partage des connaissances et de leur mise en réseau, de l'autre, celle du contrôle du savoir.

En 1983, face à la marchandisation du savoir-logiciel, Richard Stallman, fondateur de la Free Software Foundation, s'attelle à construire un système informatique affranchi des systèmes propriétaires, le projet GNU, qui a joué un rôle déterminant dans la création de Linux en 1991. Le système d'exploitation GNU/Linux (l'équivalent d'un Windows, version libre) est ensuite rapidement disséminé sur Internet, bénéficiant de la collaboration bénévole d'informaticiens travaillant à son amélioration et au développement de nouveaux logiciels. On assiste alors à une pénétration des logiciels libres en dehors des cercles de programmeurs. Par exemple, le moteur de recherche Google, le service postal américain ainsi que l'administration publique brésilienne ont adopté différents types de systèmes libres.

## Pendant ce temps, chez-nous

Au Québec, peu à peu, des groupes communautaires et des institutions se tournent vers les logiciels libres pour leurs nombreux avantages. En plus d'être présidente du Carrefour mondial de l'Internet citoyen, Sharon Hackett est agente au Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CEDEAF), où les serveurs sont en logiciel libre depuis le tout début. Intéressée d'abord par ce « modèle de développement communautaire », elle affirme que ces serveurs sont d'ailleurs « plus fiables »

et que « les coûts sont plus raisonnables » que ceux basés sur des systèmes propriétaires.

Mais si le logiciel libre a fait ses preuves au niveau des serveurs, le passage de Windows à Linux sur les postes de travail individuels peut se révéler plutôt laborieux pour les utilisateurs. Hugo Gervais est formateur chez Communautaire, une organisation qui a pour but de faciliter l'appropriation des nouvelles technologies par les groupes communautaires. « Oui, les valeurs véhiculées par le logiciel libre se rapprochent des valeurs du milieu communautaire. [...] Mais l'utilisation du logiciel libre ne peut pas uniquement être basée sur des principes : il faut d'abord que ça marche ! » Il souligne d'ailleurs que l'informatique libre ne se résume pas uniquement à l'utilisation de Linux comme système d'exploitation, mais comprend aussi l'utilisation de logiciels libres dans un environnement Windows (avec OpenOffice, par exemple, l'équivalent « libre » de Microsoft Office) ou encore dans la conception de sites Internet (avec les logiciels SPIP, Drupal et autres). Après une étude sur le sujet menée l'an dernier, Communautaire a aussi constaté le manque de support technique.

De leur côté, les groupes d'utilisateurs Linux travaillent à développer des réseaux d'utilisateurs, en offrant de la formation sur l'utilisation des logiciels libres. Une façon de surmonter les obstacles à l'utilisation du logiciel libre et de travailler « afin qu'il devienne la norme », rappelle Sharon Hackett.

## Au niveau gouvernemental

Du côté du gouvernement provincial, l'utilisation de l'informatique libre se fait attendre. « C'est assez déprimant », confie Stéphane Couture, développeur Web et membre du groupe FACIL, pour l'appropriation collective de l'informatique libre. Parmi ses premières actions, FACIL s'est exprimé sur le projet de gouvernement en ligne tel qu'envisagé par le gouvernement du Québec, prônant les avantages socio-économiques du logiciel libre. De plus, selon Stéphane Couture, « le passage au logiciel libre constitue un véritable geste politique pour un gouvernement », assurant ses concitoyens que les fonds publics ne serviront pas à financer les outils informatiques, mais bien leur utilisation pour la communauté.

Pourtant, au gouvernement, on n'ignore ni l'existence ni les enjeux reliés à l'informatique libre, grâce aux travaux du professeur Daniel Pasco, de l'Université Laval. Dans son rapport de recherche *Les logiciels libres pour le gouvernement du Québec*, commandé par le Conseil du trésor, il conclut que le gouvernement a tout intérêt à franchir le pas vers l'informatique libre le plus tôt possible : les infrastructures et les compétences techniques sont présentes, les gains sociotechniques et financiers sont démontrés. « Le plus grand défi, croit-il lui aussi, est d'en faire la promotion et d'entamer le changement. »

**Jean-François Bouchard**, collaboration spéciale, et **Daphnée Dion-Viens**

## À lire sur

unseulmonde.ca

## Libertés civiles en péril

Profitant du climat de peur et d'insécurité qui règne depuis le 11 septembre 2001, des États ont adopté de nombreuses dispositions pour lutter contre le terrorisme. Au Canada, l'adoption de certaines dispositions menace les droits des citoyens de manière significative, selon la Ligue des droits et libertés, qui vient de lancer une campagne sous le thème « Nos libertés sont notre sécurité ».

Pour beaucoup de citoyens, l'affaire Maher Arar a illustré la dérive à laquelle peut conduire la logique sécuritaire. Les perquisitions récentes de la GRC chez une journaliste de Ottawa Citizen, en vertu de la Loi sur la protection de l'information, ont aussi soulevé l'indignation dans plusieurs milieux préoccupés par la liberté de presse. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement fédéral a finalement annoncé une enquête publique sur l'affaire Arar et promis une modification de la Loi sur la protection de l'information.

La campagne, lancée par la Ligue, veut mettre en lumière les dispositions et pratiques qui pèsent lourdement sur les droits et libertés : la création d'un mégafichier d'information sur les voyageurs, le recours accru aux « certificats de sécurité », les arrestations préventives et massives lors de manifestations, le recours fréquent à la détention de demandeurs du statut de réfugié, le projet de surveillance des communications électroniques Accès Légal et, bien sûr, la loi antiterroriste C-36, adoptée en décembre 2001.

En vertu de cette dernière législation, une infraction commise dans un but idéologique, religieux ou politique peut dorénavant être qualifiée d'activité terroriste. Cette qualification permet l'application de procédures extraordinaires ne respectant pas les garanties judiciaires normalement reconnues aux suspects et remettant en question la présomption d'innocence, le droit à un procès équitable, à une défense pleine et entière ainsi que le droit au silence. Les personnes ou organisations qui contestent plus vigoureusement l'ordre établi risquent d'être victimes de ces mesures. Une loi que même l'ex-directeur du Service canadien du renseignement de sécurité, Reid Morden, considère excessive et dangereuse pour les droits et libertés, à cause de sa définition large et ambiguë des activités terroristes et de ses pouvoirs de détention préventive et d'enquête sans mandat.

Selon Dominic Peschard, militant au sein du Comité de surveillance de la Ligue des droits et libertés, « il faut lancer un mouvement pour que ces questions soient discutées plus largement dans les organisations ». Il souligne qu'il est important pour les citoyens de s'unir, afin d'exiger que les autorités canadiennes reviennent leur position.

**Karine Girard**

Cet article est tiré du site Internet Unseulmonde.ca, le portail de la société civile québécoise et canadienne. Un projet appuyé par Alternatives.

## Alternatives à Québec

### Théâtre-forum sur l'inclusion sociale

### Spectacle multiculturel

RYTHMES, DANSE ET CHANTS AFRICAINS AVEC LE GROUPE DE MAHISSA CAMARA

Samedi 6 mars

Dès 20 h • Entrée : 5 \$

Au Tam-Tam Café, 421 Langelier, Québec (coin Charest Est)

Camp de formateurs-formatrices sur la démocratie participative

De 10 h à 17 h • Gratuit

La Démocratie participative

Pétrolium Canada

Canada

Heritage

Fonds Jeunesse Québec

89.1

Information et réservation : (418) 521-4000

**Alternatives** ... pour un monde différent

ALTERNATIVES vous invite à vous joindre à la manifestation organisée par la Fédération des femmes du Québec (FFQ) à l'occasion de la Journée internationale des femmes :

**7 mars**

**La riposte des femmes, ensemble, tout est possible !**

À Montréal : rassemblement à 12 h 30 au coin Peel et Ste-Catherine (métro Peel)

## Livres

## ESSAI

## L'écrivain militant

## De l'auteure indienne, Arundhati Roy

Arundhati Roy s'est découverte au grand public en 1997 avec la publication de son premier roman, *Le Dieu des petits riens*, gagnant du prestigieux Booker Prize la même année. Un roman bouleversant qui met en scène la société indienne à travers ses paradoxes, ses beautés et ses injustices.

Depuis 1998, Arundhati Roy n'a eu de cesse d'écrire des articles et de courts essais, engagés, militants. Et voilà que ses écrits ont été traduits et rassemblés dans un recueil sous le titre *L'écrivain-militant*. Loin, très loin de la langue de bois, l'écrivaine accuse et condamne. S'appuyant sur une enquête et sur l'étude de nombreux documents de tous acabit, elle prend principalement position sur les questions environnementales et le conflit « nucléaire » qui oppose l'Inde à son voisin, le Pakistan.

Dans son texte « Pour le bien commun », la militante retrace avec force détails l'épopée des grands projets hydrauliques en Inde depuis l'indépendance. Détournements de rivières, assèchement des eaux, inondations des terres cultivables et ancestrales, anéantissement de villages entiers, déplacements de populations condamnées à vivre de mendicité et de petits boulots. Complicités des gouvernements provinciaux et fédéral, des multinationales, des institutions financières internationales, des États-Unis, de l'Occident. Impacts terribles sur les populations, l'environnement, l'écosystème, les ressources alimentaires.

Aujourd'hui, Arundhati Roy, par ses écrits mais aussi ses conférences et autres interventions médiatiques, est devenue une figure de proue du mouvement altermondialiste. Déjà en 2003, au Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre, elle était l'une des grandes personnalités invitées. Cette année, alors que la quatrième édition de ce grand rassemblement s'est tenu en Inde, plus que jamais l'écrivaine engagée en aura été l'incarnation. On se prend à rêver qu'il y en ait plus de ces figures emblématiques, droites, cohérentes, mobilisatrices.

## France-Isabelle Langlois

L'ÉCRIVAIN-MILITANT, Arundhati Roy, Paris, Folio documents, 2003, 389 pages



## RECUEIL

## Terre de personne

## De l'auteur mexicain, Eduardo Antonio Parra

Cette Terre de personne que Parra nous décrit est la terre de tous ces êtres dont le destin est confiné à la souffrance. Cette terre aride et désertique du nord mexicain abrite des milliers d'hommes et de femmes provenant de tous les coins du pays, ayant comme objectif de traverser la frontière vers les États-Unis, ou simplement d'attendre le retour de ceux et celles qui les ont quittés pour un monde plus prometteur.

Entre les eaux polluées du fleuve rio Bravo, les villages fantômes et les maquiladoras des villes frontalières, des milliers de Mexicains affrontent leur destin. Parra nous présente, à travers ses dix nouvelles, des sans-abri, des orphelins, des paysans sans-terre, des prostituées, des policiers corrompus, des femmes seules et des vieillards désillusionnés, qui survivent avec acharnement et détermination à l'injustice accablante. « Ces foutus Américains, ils ont tout, et nous, on est bien baisés », s'exclame l'un des personnages.

Le style de Parra est cru, dénonciateur et imagé. Mêlant mythe et vérité, l'auteur raconte la misère et l'horreur, mais aussi le courage et la force de vivre. Il le fait avec une telle intensité qu'il réussit à nous faire ressentir le dégoût, la tristesse et la rage, confrontant ses lecteurs à une violence inouïe, celle dont seuls les êtres humains sont capables. Par sa façon de décrire le cauchemar, Parra nous trouble, et pourtant, il raconte la réalité.

## Catherine Binette

TERRE DE PERSONNE, Eduardo Antonio Parra, traduit de l'espagnol (Mexique) par Jean Bernier, Montréal, Éditions du Boréal, 2003, 216 pages.



## ESSAI

## Le virage à droite des élites politiques québécoises

## Du sociologue québécois, Jacques B. Gélinas

Dans son dernier ouvrage, *Le virage à droite des élites politiques québécoises*, Jacques Gélinas décrit notamment comment le virage libre-échangiste imposé par le duo Landry-Parizeau dans les années 80 a orienté le Parti québécois (PQ) sur la voie néolibérale. Cette période est décrite avec détails et faits à l'appui, grâce à un travail de recherche minutieux qui démontre, entre autres, l'importance de l'appui du PQ au Parti conservateur afin de légitimer l'adhésion du Canada à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ce virage à droite du Parti québécois et du Parti libéral du Québec au cours des années 80 et 90, sans oublier la création de l'ADQ, engendrera ce que le sociologue appelle « les dix plaies du néolibéralisme » : une série de problèmes environnementaux, sociaux et démocratiques.

Jacques Gélinas formule aussi des réflexions sur l'essoufflement de la démocratie telle que pratiquée aujourd'hui, incluant les phénomènes de « cirque médiatique », auquel s'adonnent les partis politiques, et de centralisation du pouvoir dans les mains de l'exécutif gouvernemental. Il termine son ouvrage par la présentation d'une série d'expériences démocratiques et militantes qui se vivent dans les différents groupes sociaux et politiques du Québec.

Voici donc un livre pour comprendre la situation politique québécoise actuelle, mais aussi pour réfléchir sur les alternatives permettant sa démocratisation.

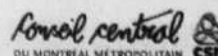
## Sébastien Bouchard, collaboration spéciale

LE VIRAGE À DROITE DES ÉLITES POLITIQUES QUÉBÉCOISES, Jacques B. Gélinas, Montréal, Éditions Écosociété, 2003, 247 pages.



8 mars 2004 Journée internationale des femmes

LA RIPOSTE DES FEMMES :  
ENSEMBLE TOUT EST POSSIBLE !



www.cmm-csn.qc.ca (514) 598-2021

Tu cherches  
la marge?  
Nous aussi!

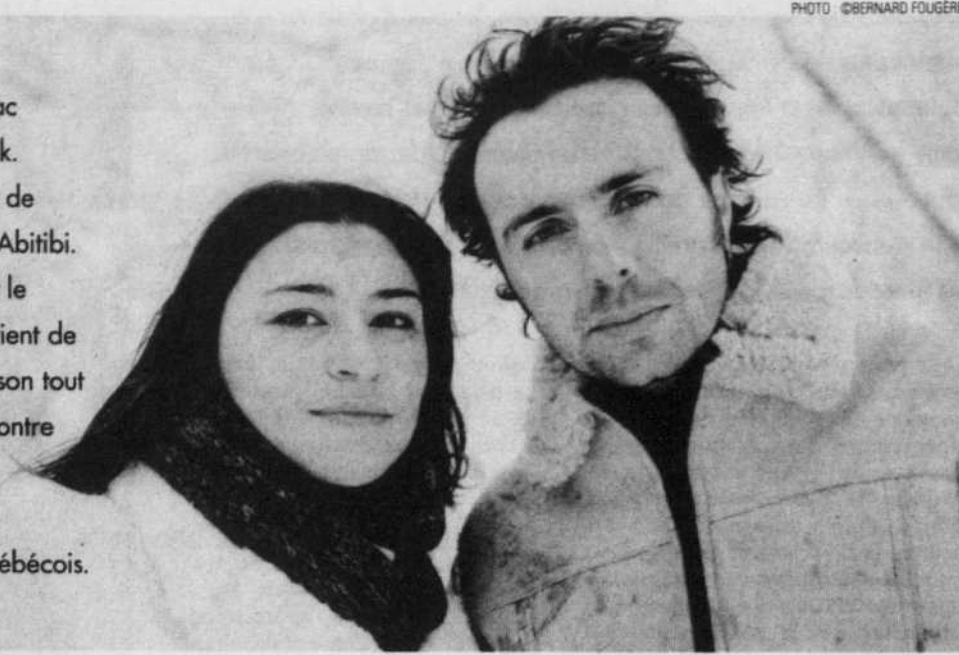
www.cismfm.qc.ca

CISM  
89,3 FM  
la marge

## TAIMA, un air du Nord

PHOTO ©BERNARD FOUGÈRE

Elle, c'est Élisapie Issac de Salluit, au Nunavik. Lui, c'est Marc Auger de Rouyn-Noranda, en Abitibi. Ensemble, ils forment le groupe TAIMA, qui vient de lancer, le 24 février, son tout premier album. Rencontre chaleureuse entre le Grand Nord et le « p'tit nord » québécois.



TAIMA signifie « assez », en langue inuktitut. C'est un appel à la prise en main de son destin et à la fin d'une époque où les peuples autochtones se sentaient inférieurs. TAIMA, c'est un regard vers l'avenir, vers un futur dans lequel les autochtones et les Blancs acceptent leurs différences et s'enrichissent de celles-ci. Mêlant le folk, le trip-hop et le country, TAIMA rappelle, entre autres, les sonorités des groupes The Cowboy Junkies et Portishead, chantées ici dans l'une des langues les plus anciennes de notre histoire, l'inuktitut. Les 11 chansons de l'album évoquent, aussi en français et en anglais, des thèmes qui touchent profondément les deux compositeurs : les relations entre hommes et femmes, entre les différentes nations et entre l'être humain et la nature.

## Le grand départ

Élisapie a quitté son village natal pour venir faire des études en communication à Montréal. Malgré la réticence de sa famille à la laisser partir pour la grande métropole, elle s'envole vers le sud, portant en elle ses désirs, ses craintes et ses projets. Élisapie ne représente pas la majorité des jeunes Inuits de son âge : la plupart ne prennent pas la route du départ. C'est la curiosité qui la pousse à partir. « Je me disais que les Blancs ne pouvaient pas être sipires que ça ! » confie Élisapie en riant. L'élément déclencheur de cette soif de découverte : le voyage qu'elle a fait au Québec, à l'âge de 12 ans, accompagnée de son père. « C'est ce qui m'a fait prendre conscience de tout ce qu'il me restait encore à découvrir et à apprendre », raconte la jeune chanteuse.

Bien qu'Élisapie se dirige vers une carrière de cinéaste, la chanson reste toujours bien présente dans sa vie.

Elle chantait depuis longtemps avec ses parents, jusqu'à faire même partie d'un groupe de musique, le Salluit Band, un groupe rock-folk-gospel qui tourne encore aujourd'hui.

## Une rencontre lumineuse

C'est en 2000 qu'Élisapie fait la rencontre de Marc Auger, qui est musicien professionnel depuis déjà quelques années. À la suite de formations en musique jazz, blues, funk, et rythmes latins, il travaille surtout à la composition de bandes sonores. En ce mois de juillet humide de l'été montréalais, une rencontre rafraîchissante et très prometteuse se produit entre les deux artistes. « C'est cette lumière dans ses yeux, son énergie, sa vitalité, qui m'ont frappé chez Élisapie », se rappelle Marc, souriant. « Au moment précis de notre rencontre, j'ai su tout de suite que ce moment allait être déterminant pour nous deux, au niveau de notre carrière musicale. »

Déterminant, dites-vous ? Après une tournée au Québec et au Canada, TAIMA se prépare maintenant à faire la tournée des festivals d'été, ici et en Europe, afin de faire la promotion de leur nouvel album. « Le temps est venu de s'amuser un peu, de laisser notre cuisine et de passer au salon ! » lance Marc, en racontant qu'ils ont l'habitude de composer leurs chansons sur le coin de la table, dans la cuisine. Après avoir mijoté pendant plusieurs mois ce premier album, Marc et Élisapie sont maintenant prêts à en faire savourer leur public.

## Simplicité et échange culturel

TAIMA, c'est aussi l'incarnation d'une philosophie empreinte de simplicité et le résultat de ce que peut produire un échange culturel évoca-

teur. Pour Élisapie, il était essentiel que sa communauté, sa famille et ses amis approuvent l'album avant son lancement officiel. « Plusieurs de mes chansons racontent les réalités de mon peuple et brisent les tabous. C'était important pour moi que mon entourage appuie les idées et les opinions que j'exprime dans mes textes. » L'album de TAIMA a été accueilli élogieusement parmi les membres de cette communauté aux traditions bien ancrées, qui se réjouissent du vent de modernité soufflé par la musique et les paroles du groupe.

Mais Élisapie et Éric ne désirent pas que leur album soit perçu comme un « success story » culturel entre Blancs et autochtones. Bien que la chanteuse soit très fière de ses racines, elle est agacée lorsque son origine est perçue comme un objet de curiosité. Selon elle, les Blancs mystifient beaucoup trop les autochtones : « Si je porte un collier en os de phoque, ce n'est pas parce qu'il détient un certain pouvoir mythique. C'est parce qu'il me plaît, tout simplement. » Élisapie croit que si nous voulons un réel rapprochement entre nos peuples, il faut tout d'abord comprendre qu'avant d'être autochtone ou Blanc, nous sommes fondamentalement des êtres humains.

Tantôt dénonciateur, tantôt sentimental, l'album de TAIMA nous fait voguer entre zones planantes et rythmées, toujours portées par la voix sensuelle et envoûtante d'Élisapie. Un style nouveau, rafraîchissant et toujours chaleureux, qui saura se démarquer sur la scène culturelle québécoise et ailleurs.

Catherine Binette

## Nouvel âge, vieille planète

En 1999, j'ai tenté un exercice que j'ai regretté depuis : écrire un roman sur les mouvements de libération individuelle qui secouent nos sociétés depuis quelque temps. Le résultat : *L'évangile selon Sabbitha*, un livre sur la venue de la première femme-messie. J'ai beaucoup ri pendant la rédaction du livre, mais à sa sortie, j'ai compris que j'étais seul à avoir pigé l'énorme farce historico-culturelle derrière le roman.

Un monsieur qui s'appelle Brian Brett a osé le même coup dernièrement. Heureusement pour lui, il a adopté une approche plus comique, et je pense que son voyage au bout de la libération va trouver preneurs. Son roman s'intitule *Coyote* (ThistleDown Press, 2003). Coyote, c'est le nom du personnage principal. Moitié homme, moitié mythe, Coyote est un écoterroriste à la retraite qui vit dans une cabane construite dans un arbre, et de qui émane une présence bouddhique. Coyote, c'est aussi un nom de guerrier, car le personnage est déjà parti en guerre contre les compagnies qui polluent l'environnement.

L'écoterrorisme est une invention de la côte du Pacifique, de la Colombie-Britannique, plus précisément, et c'est là où se déroule l'action du roman. Coyote fait sauter des ponts qui mènent à des sites de coupes à blanc. Coyote incendie des centres commerciaux. Coyote libère les animaux des parcs zoologiques – quoique plusieurs refusent leur libération et restent dans leurs cages. Coyote sabote des usines, opération qui entraînera sa mort à l'usine de ChemCity, selon les rumeurs.

L'écoterrorisme repose sur une série de paradoxes qu'explore le roman. Faut-il tuer des gens pour protéger l'environnement ? Faut-il les priver d'emplois en faisant fermer leurs usines ? Dans ce livre, on trouve aussi le débat sur la place des humains dans l'écologie : faisons-nous partie

ou non du monde naturel ? Certains activistes de la Colombie-Britannique sont allés jusqu'à planter d'énormes clous dans les arbres destinés à être abattus. Cette pratique mettait en danger la vie des ouvriers forestiers, mais protégeait celle des arbres. Laquelle vaut le plus cher selon l'opinion de ces activistes ?

L'auteur établit également un parallèle entre les paradoxes de l'éco-terrorisme et ceux qui sous-tendent les mouvements de libération individuelle. Dans le roman, la quête de libération des individus naît d'un traumatisme. Parmi les personnages que le roman met en scène, il y a Janwar Singh, un agent de la GRC affecté aux homicides. Alors qu'il enquête sur la disparition d'une femme et sur Coyote, Janwar fait la rencontre de Wren, femme menue qui dirige un centre de santé holistique. Tout ce qui existe de « nouvel âge » se trouve dans son établissement de mieux-être. Mais l'équilibre, Wren l'a atteint qu'après une âpre lutte contre le cancer. Se libérer de ses poisons intérieurs exige un prix très élevé.

Brett évoque avec poésie le monde naturel que nous sommes en train de perdre, bien qu'il croie qu'il est déjà trop tard. Cette poésie fait de *Coyote* un livre mélancolique, malgré ses personnages farfelus et l'exubérance du propos : rien ne pourra jamais remplacer le monde que chaque jour nous détruisons.

L'auteur est chroniqueur littéraire à *La Presse* et a publié plusieurs romans.



David Homel

## Abonnez-vous au journal Alternatives !

UN MENSUEL INDÉPENDANT DISTRIBUÉ À PLUSIEURS MILLIERS D'EXEMPLAIRES À TRAVERS LA PROVINCE.



En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

Envoyez ce coupon avec un chèque à :  
Journal Alternatives  
3720, avenue du Parc  
Bureau 300  
Montréal (Qc) H2X 2J1

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

alternatives  
LE JOURNAL

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus :  
[www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

Mars 2004